



Banque en Afrique et Covid'19 : quelques enjeux majeurs

Banks in Africa and Covid'19: some majeur challenges

Nabil JEDLANE¹

¹École nationale de commerce et de gestion de Tanger, Université Abdelmalek ESSAËDI, Maroc

Abstract: *The Covid'19 pandemic not only caused a health crisis but also severe economic shock that has been resonating through the developed world as well as the rest of the world, especially Africa. As a result, a number of developed countries introduced unconventional economic stimulus and expansionary monetary policies. In Africa, however, several obstacles hampered the adoption of such policies, mainly because of low financial inclusion. The banking sector in Africa specifically has to innovate and propose new financing solutions to assist the private sector in mitigating the economic fallout caused by the Pandemic. First, the banks business model needs to change to improve the rate of banking penetration in the different African markets. Second, new national and regional corporate banking should be created to support the industrialization of African economies and provide a competitive advantage to leverage the continent's still untapped potential. This will provide the region's economies with the necessary resilience to counter the various exogenous shocks especially in times of international trade crisis and rising protectionism.*

Key Words: Bank, Africa, Covid'19, financial inclusion, economic policy, unconventional monetary policy, fiscal stimulus policy.

Résumé : *Covid'19 n'est pas seulement une pandémie et une crise sanitaire, c'est également un choc économique sévère qui a touché aussi bien le monde développé que le reste du monde et notamment l'Afrique. Dans plusieurs pays développés, des politiques économiques de relance et monétaires expansionnistes non conventionnelles ont été instaurées. L'adoption de ce type de politiques serait entravée en Afrique par plusieurs obstacles. Parmi lesquels figure en première ligne la faible inclusion financière. La banque est appelée à innover et à proposer de nouvelles solutions de financement aux entreprises victimes de la covid'19. Un changement du business model est aussi indispensable pour améliorer les taux de bancarisation en Afrique. L'émergence de nouvelle banque d'affaires nationales mais également régionale devraient permettre aux économies de cette région de renforcer son industrialisation et sa compétitive et de profiter pleinement des potentialités offertes par le continent africain surtout en période de crise de commerce international et de monter du protectionnisme. Le développement du financement alternatif devrait améliorer la résilience des économies de la région à faire face aux différents chocs exogènes.*

Mot clefs : Banque, Afrique, Covid'19, inclusion financière, politique économique, politique monétaire non conventionnelle, politique budgétaire de relance.

1. INTRODUCTION

Covid'19 n'est pas seulement une pandémie et une crise sanitaire, c'est également un choc économique sévère qui a touché le monde entier. L'économie mondiale a déjà perdu 6 points du PIB passant selon le FMI à -3%. Bien sûr les régions et les pays ne sont pas touchés de la même façon et de la même ampleur. Cela dépend entre autres de leurs situations économiques, financières, sociales et politique d'avant crise, de l'ampleur et de la vitesse de propagation de la pandémie et de la qualité de réaction des pouvoirs publics.

Les pays avancés ont été touchés plus que les autres. A titre d'exemple, l'Amérique du Nord, l'Europe de l'Ouest et l'Australie et la Nouvelle-Zélande ont perdu respectivement 6%, 7,3% et 6,7%. L'économie mondiale est en hibernation, ce qui implique l'arrêt partiel ou total de la production et donc de la distribution des revenus. Ces crises d'offre et de demande internes et la fermeture des frontières ont provoqué le dysfonctionnement des chaînes de valeurs mondiales, la chute des échanges internationaux, des recettes touristiques, des transferts des migrants et des IDE. L'interdépendance économique des pays renforcée par le processus de mondialisation est un facteur de propagation aussi bien du virus que du choc économique.

N'oublions pas que depuis plusieurs mois voire années, des guerres commerciales et des monnaies ont été déclenchées surtout entre les États-Unis, la Chine et en moindre mesure les autres pays développés. Nous vivons actuellement la pire crise jamais vue depuis 1930. Si les gouvernements n'interviennent pas à temps, la récession actuelle se transformerait à une grande dépression économique. Il faut également rappeler qu'une crise financière internationale plus importante que celle de 2008 a été déjà anticipée par les économistes à partir de 2021. Covid'19 s'est déclenché dans un contexte marqué par des anticipations négatives.

Dans les pays émergents et en plus des effets du confinement sur l'activité économique, cette crise a été renforcée par une forte augmentation de l'aversion pour le risque au niveau mondial et une réduction brutale des flux de capitaux étrangers (Sudden stop). La crise sur les marchés de matières premières et en particulier pétrolier n'a pas arrangé les choses surtout pour les pays membres de l'OPEP.

Les pays africains n'ont pas dérogé à la règle. Ils sont touchés par la pandémie et la récession économique de façon très hétérogène. Mais dans l'ensemble, l'Afrique reste à ce jour le continent le moins touché, avec seulement 136 677 cas recensés et 3941 décès liés au Covid-19 déclarés fin mai. Son PIB réel de 2020 devrait baisser de 1,7% selon le FMI.

La crise dans le système capitaliste est une chose tout à fait normale, c'est la fin d'une période et le démarrage d'une autre. Ce qu'il faut avoir ce sont les instruments nécessaires pour y faire face. Dans plusieurs pays développés, des politiques économiques de relance et monétaires expansionnistes non conventionnelles ont été instaurées. L'adoption de ce type de politiques serait entravée en Afrique par plusieurs obstacles. Parmi lesquels figure en première ligne la faible inclusion financière. Les banques sont appelées également à changer de Business models et à

jouer un rôle encore plus important qu'avant. Alors quelle est l'impact provisoire de cette crise sur l'Afrique ? Comment l'inclusion financière faible pourrait réduire l'efficacité des politiques économiques de lutte contre la Covid'19 ? Et comment la banque pourrait y remédier ? Pour répondre à ces questions, nous allons présenter dans un premier temps l'impact de la Covid'19 sur l'Afrique. Par la suite nous allons présenter les stratégies de lutte contre les effets économiques de cette pandémie. Enfin, nous allons dresser un état des lieux de l'inclusion financière en Afrique et présenter le rôle que la banque est appelée à jouer pendant et après cette crise. Tout au long de ce texte, nous allons nous intéresser surtout à l'Afrique du Nord.

2. L'IMPACT DE LA COVID'19 SUR L'AFRIQUE

2.1 Impact du covid'19 sur l'image des pays africains

Plusieurs initiatives ont été lancées pour aider le continent africain à traverser cette pandémie. Par exemple, Le 20 mai 2020, le secrétaire général des Nations Unies a appelé le monde entier à aider l'Afrique pour faire face à cette crise et a même proposé un plan de relance mondiale de plus de 200 milliards de dollars de soutien additionnel de la part de la communauté internationale. Ce qui représente plus que 10% de son PIB. Il a également demandé entre autres le gel généralisé de la dette des pays africains qui ne peuvent pas en assurer le service. Un feedback positif de la part des institutions internationales et des mesures d'urgence ont été prises par rapport à la dette multilatérale et bilatérale. Le problème qui reste à résoudre c'est la prépondérance des créances privées.

Ce sont sans doute des décisions louables mais insuffisantes, il fallait prendre ce type de décisions depuis longtemps et ce n'est pas seulement pour faire face à la pandémie, c'est surtout pour libérer les forces potentielles de l'Afrique qui permettrait partiellement au monde entier de dépasser la crise. L'Afrique est un marché très vaste et très jeune. Un exportateur de matières premières et de compétences vers le reste du monde. C'est également une société très connectée. Dois-je rappeler encore une fois qu'au jour d'aujourd'hui les statistiques montrent que l'Afrique se comporte en général mieux face à la pandémie et au choc économique que d'autres pays développés et émergents. Quelques analystes attribuent cette performance africaine à l'insuffisance des tests effectués ! En plus, la prise en charge des malades, le manque d'infrastructures médicales et une pénurie importante de matériel sanitaire restent les défis majeurs pour les Pays africains. C'est peut-être vrai ! Mais plusieurs mois après le déclenchement de cette pandémie, les résultats sont là ! A l'exception de quelques pays africains, les autres ont instauré des stratégies très efficaces qui leur ont permis de dépasser même le pic et se préparent à lever progressivement le confinement.

Lorsqu'on parle de l'Afrique, on a tendance à penser qu'aux catastrophes naturelles, aux guerres civiles, aux maladies Malheureusement même lors de cette

pandémie, nous n'avons pas dérogé à la règle, et on s'attend à ce qu'une catastrophe touche l'Afrique.

Cette crise et malgré son aspect négatif et son coût élevé que ça soit sur le plan humain, économique que social, a montré un autre visage de l'Afrique : plusieurs pays ont préféré sauver des vies humaines au détriment des coûts économique et social. De Plus, au moment où d'autres régions ont joué la carte nationale, les pays africains ont montré une certaine solidarité infrarégionale et cela pourrait renforcer l'intégration régionale africaine.

2.2 L'impact du covid'19 sur le processus d'intégration africaine

A court terme l'impact sur l'intégration africaine est négatif. On le constate à travers le report du lancement de la zone de libre-échange continentale africaine (ZLECA) mais également le lancement de la monnaie unique (ECO) au sein de la CEDEAO à 2021. La préparation de la vision 2050 de la CEDEAO a été perturbée et reportée malgré l'arrivée à échéance de la vision 2020.

Cependant à moyen et long terme, et comme je l'ai déjà signalé, l'intégration au sein des sous-régions africaines devrait se renforcer. La Covid'19 a impacté négativement l'intégration européenne déjà affaiblie par plusieurs événements, notamment le Brexit. A moyen terme, le processus même de la mondialisation serait affaibli puisque plusieurs pays occidentaux commencent à accorder des aides importantes aux multinationales pour les encourager à relocaliser leurs unités de production et donc pour faire face à l'augmentation du chômage. On va assister à une remontée de vagues de protectionnisme à moyen termes. Les blocs régionaux seraient en revanche épargnés de ce phénomène. Ce qui pourrait encourager encore plus les processus d'intégration régionale à travers le monde et l'Afrique n'échapperait pas à cette tendance. De plus, cette pandémie a bien montré aux pays africains l'importance et l'intérêt de la solidarité régionale. On a assisté au lancement de plusieurs initiatives africaines pour lutter ensemble contre cette pandémie et je cite à titre d'exemple l'initiative des Chefs d'État africains de lutte contre l'impact de la pandémie covid'19 lancée par sa Majesté le Roi Mohamed 6.

Par ailleurs, il faut préciser que l'impact de la pandémie sur le processus d'intégration ne serait pas le même dans toute l'Afrique. Le taux d'intégration est différent d'une sous-région à une autre. Sur le plan sanitaire, l'Afrique subsaharienne est beaucoup moins touchée que l'Afrique du Nord. Cette dernière est considérée comme la sous-région la moins intégrée du monde. Sur le plan économique en revanche et Selon le FMI, les deux sous-régions ont été affectées de la même façon soit une chute de 1,7% du PIB réel.

3. LES STRATÉGIES DE LUTTE CONTRE LES EFFETS ÉCONOMIQUES DE CETTE PANDÉMIE

Les pays ne sont pas touchés de la même façon, leurs situations économiques, financière, sociale et politique d'avant crise différent et ils n'ont pas tous réagi de la même façon à la pandémie. Certains pays sont fragiles même avant

la crise et souffrent déjà des taux d'endettement et d'inflation très élevés. Et donc ils ont beaucoup moins de marge de manœuvre que d'autres. En outre, les pays exportateurs de pétrole ont vu leurs recettes s'effondrer. Ce qui a limité encore plus leurs pouvoirs d'intervention. D'autres qui sont très ouverts et se basent surtout sur une demande externe plus importante que la demande interne serait également très affectée par cette crise. A très court terme, la priorité est de faire face à la pandémie sanitaire et de sauver des vies. Il est également question d'aider les populations vulnérables qui ont perdu leur seule source de revenu à survivre et d'empêcher les entreprises de faire faillite. L'économie est en hibernation. A moyen et long terme, les gouvernements devraient intervenir pour empêcher la récession de se transformer en dépression économique. Les pouvoirs publics préparent des plans de relance de l'économie. Les États utiliseront tous les instruments économiques dont ils disposent pour soutenir aussi bien l'offre que la demande internes. Je crois qu'en cette période, les équilibres macroéconomiques passeront en deuxième position.

Il faut dire qu'au niveau international, un consensus mondial sur la nécessité d'intervention des États s'est créé. Là où il y a une certaine divergence c'est au niveau de l'instrument d'intervention à privilégier.

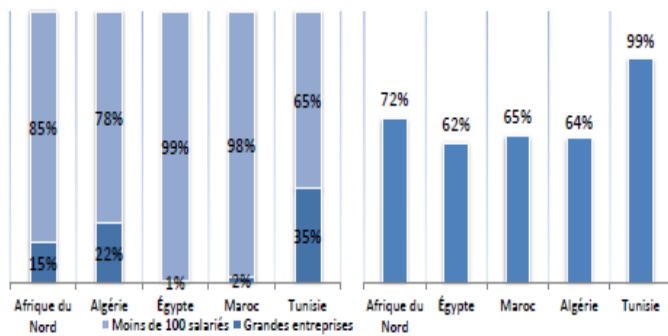
3.1 Est-ce à travers une politique budgétaire de relance ou une politique monétaire expansionniste ?

Beaucoup de gouvernements sont déjà très endettés et une politique monétaire non conventionnelle serait nécessaire. La plupart des pays développés où l'inflation est trop faible ont lancé des programmes de relance et d'assouplissement quantitatif « quantitative easing ». Sur le plan théorique, des concepts ont refait surface comme par exemple la monnaie hélicoptère qui consiste à distribuer directement aux ménages et aux entreprises de la monnaie créée par la banque centrale sans aucune contre partie, contrairement à ce qui se fait lors de l'utilisation de la « planche à billet » où elles créditent le compte du trésor public. Ces techniques sont très difficiles à utiliser dans le cas des pays africains qui ont des régimes de change fixe et qui souffrent également de ce qu'on appelle le « péché originel ». Il faut également s'assurer que la création de cette demande artificielle ne soit utilisée pour soutenir la demande externe et donc aggraver le déficit commercial et accélérer la dépréciation des taux de change. Ces politiques pourraient être temporairement efficaces tant que le différentiel d'inflation par rapport aux principaux partenaires commerciaux est en faveur de l'économie nationale et où la demande nationale est satisfaite en grande partie par une offre interne. Le taux d'endettement externe est aussi une variable à prendre en considération.

Au niveau mondial et selon le FMI, les pays ont déjà injecté l'équivalents de 8000 milliards de dollars américain dans l'économie mondiale dont 7000 milliards est injectés par les pays membres du G20.

Graphique- 1 : Petites entreprises et Informel

Diagramme A : Part des petites entreprises Diagramme B : Part des entreprises informelles



Source:BEI (2018)

Quelque soit l'instrument choisi par les pays africains, son efficacité serait impactée par le taux élevé de l'économie informel. Si on prend par exemple le cas des pays de l'Afrique du Nord, on constate qu'en 2010, 85% des entreprises sont de taille petite, dans laquelle 72% appartiennent à l'économie informelle (graphique -1).

3.1 Covid'19 comme opportunité pour renforcer une croissance et intermédiation financière inclusives

De façon générale, les modèles de développements économiques actuels en Afrique ont été essouffés et méritent d'être révisé pour permettre à tous les citoyens du continent de profiter de la croissance économique. Instaurer une croissance inclusive ne peut se faire sans une intermédiation financière inclusive et la Covid'19 en est une opportunité.

L'inclusion financière est l'ensemble des dispositifs instaurés par les autorités monétaires pour faciliter aux agents économiques exclus du système financier classique l'accès aux produits et services bancaires et financiers à un cout optimal.

Malheureusement, en Afrique du Nord l'inclusion financière reste très faible. Seul 34,7% des agents économiques dispose de compte bancaire dont 26% seulement des femmes (tableau-1).

Tableau-1 : Indicateurs d'inclusion financière (en % des plus de 15 ans, 2017)

	Afrique du Nord	Rev. interm.- tranche sup.	Algérie	Égypte	Maroc	Tunisie
Compte	34,7	73,1	42,8	32,8	28,6	36,9
Compte, femmes	26,0	69,3	29,3	27,0	16,8	28,4
Compte bancaire à accès numérique	3,8	30,0	2,0	1,3	1,2	3,7
Détention d'une carte de débit	25,4	58,8	20,0	24,8	21,1	23,5
Prêt au logement en cours	4,8	11,1	4,7	3,9	2,8	8,0
Emprunt auprès d'une institution financière	5,4	9,9	3,0	6,3	2,6	8,5
Épargne auprès d'une institution financière	10,1	26,9	11,4	6,2	6,3	18,3

Source:BEI (2018).

Cette faiblesse de l'inclusion financière est attribuée à l'importance de l'économie informelle puisque les agents économiques opérant dans ce secteur ont du mal à justifier de leurs situations financières et à présenter les garanties exigées par le système bancaire pour rester conforme à la réglementation et à la supervision bancaire imposé au niveau international. Nous rappelons dans ce cadre que les accords de Bâle 3 et surtout Bâle 3 modifiés visent surtout la maîtrise du risque systémique, et en Afrique on a peu de banques qui présentent ce type de risque. Maîtriser le risque c'est une très bonne chose mais il ne faut pas que ça devient un facteur d'immobilisation du capital indispensable à la réalisation d'une croissance inclusive ou ce qu'on peut appeler aussi « l'accumulation des ressources dormantes ».

4.ÉTAT DES LIEUX DE L'INCLUSION FINANCIÈRE EN AFRIQUE ET LE RÔLE QUE LA BANQUE EST APPELÉE À JOUER DANS PENDANT ET APRÈS CETTE CRISE

4.1. Est ce que la banque est également responsable de la faiblesse de l'inclusion financière ?

Le système bancaire de l'Afrique du Nord est l'un des meilleurs d'Afrique. Les banques d'Afrique du Nord, avec presque 800 Md\$ d'actifs, représentent plus de 50 % du total de l'actif de toutes les banques du continent réunies, soit environ 1300 Md\$. L'Égypte représente à elle seule presque 16 % des actifs totaux, le Maroc 13 %, l'Algérie 7 %, enfin la Tunisie 2,5 % (Saidane, 2019). C'est un système qui est dans l'ensemble très rentable avec un taux de 20%, comparativement à la rentabilité des fonds propres en Afrique de l'Ouest qui est de 16,1% (BEI, 2018). En plus, en Afrique du Nord, le secteur bancaire est globalement sain et solide et malgré leurs évolutions dans des contextes compliquées, les banques

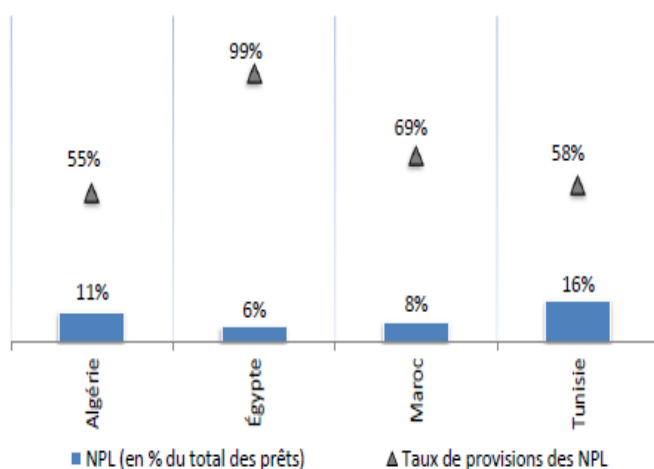
nord-africaines continuent d'afficher une forte résilience (Tableau-2 et graphique-2).

Tableau- 2 : Principaux indicateurs d'activité bancaire en Afrique du Nord 2018

Pays	Total actif (kUSD)	Part du pays	Bénéfice ou perte (kUSD)	Capitaux propres (kUSD)	Rend. capitaux propres nets (en %)	Ratio solvabilité (en %)
Algérie	115 342 434	14,7 %	1 719 370	13 615 025	16	18
Égypte	292 492 424	37,3 %	4 011 807	25 054 842	23	20
Libye	72 467 165	9,2 %	404 392	3 501 028	11	13
Maroc	232 564 790	29,7 %	2 466 869	22 123 582	20	20
Mauritanie	28 373 508	3,6 %	3 019 819	24 798 674	1	25
Tunisie	42 946 657	5,5 %	489 064	4 455 371	11	14
Afrique du Nord	784 186 978	100 %	-	-	-	-

Source :Saidane, Jedlane et Abdourahmane (2019)

Graphique- 2 : Prêts non-productifs (PNP) et taux de provision des PNP par pays (2016)



Source : BEI (2018)

Sa contribution à la croissance économique est également très forte. En effet, le système financier d'Afrique du nord représente 30% des actifs financiers du continent soit 600 milliards d'actifs. Il dispose de 170 000 collaborateurs et 16 000 guichets. Mais, est ce qu'il est efficace du point de vue fonctionnel ?

L'efficacité fonctionnelle du système financier est liée à la valeur ajoutée sociale de l'industrie financière ou également à la Contribution du système financier au développement économique.

Le ratio du crédit privé rapporté au PIB de la région est bien supérieur à la moyenne des économies relevant de la même catégorie. Selon BEI (2018), Le secteur bancaire nord-africain contribue fortement au financement de

l'économie (tableau-3). En effet, les secteurs bancaires égyptien, marocain et tunisien sont les financiers moteurs de leurs économies respectives. Les banques algériennes financent principalement les investissements publics bien que leur part dans le financement du secteur privé reste importante, à 75% en 2016.

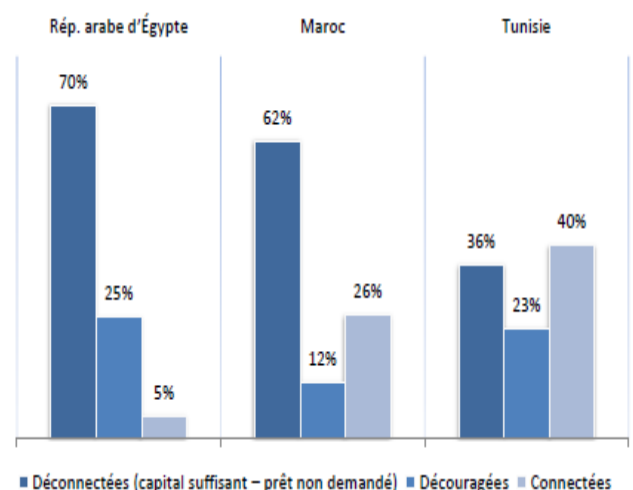
Tableau- 3 : Principaux indicateurs du secteur bancaire

Pays	Nombre de banques	Nombre de succursales	Crédits /PIB	Crédits/ dépôts
Afrique du Nord - 2016	111	13546	59 %	101 %
Algérie - 2016	29	1489	47 %	87 %
Égypte - 2017	40	4000	57 %	114 %
Maroc - 2017	19	6283	76 %	91 %
Tunisie - 2016	23	1774	77 %	80 %

Source : BEI (2018)

Malgré l'important volume de crédit accordé au secteur privé, l'accès des petites entreprises au financement doit être renforcé (Graphique-3). En effet, le principal problème qui entrave le développement économique en Afrique du Nord et donc la réalisation d'une croissance inclusive est le manque de canaux de financement des TPME et PME, surtout opérant dans le secteur informel. Ce type d'entreprises qui constitue la partie importante des entreprises en Afrique du Nord (Graphique-1), a beaucoup de difficultés à accéder aux autres formes de financement et donc dépend plus que les grandes entreprises du financement bancaire. Les prêteurs prouvent plus de difficultés à recueillir des informations relatives aux TPME. Ces derniers ont du mal à présenter des business plans et des projections financières cohérents ou à fournir les documents réglementaires nécessaires, ce qui peut limiter encore plus leur accès au financement.

Graphique- 3 : Relations de credit des entreprises avec le secteur financier (En % des entreprises, 2013)



Source : BEI (2018)

Dans ce sens, aux cotés des institutions internationales opérants en Afrique et des pouvoirs publics africains, la banque africaine a un rôle important à jouer en termes d'innovation et de créativité pour faciliter l'accès de ces entreprises au financement surtout en cette période de crise.

4.2 Le secteur bancaire : la clé de réussite de la stratégie anti covid'19

Les banques sont aussi des entreprises qui ont été touchées par la crise. Mais disons que ce sont des entreprises spéciales. En période de crise, les banques sont appelées à jouer le rôle de sauveur des entreprises aux cotés du prêteur en dernier ressort et du gouvernement. Elles sont en première ligne du combat tout comme les médecins. Elles doivent contribuer au refinancement des entreprises en difficultés pour les maintenir artificiellement en vie jusqu'à ce qu'on traverse la période d'hibernation de l'économie. Et dans ce cadre, une banque citoyenne en est le secret et la clé de réussite. Les banques sont appelées à faire preuve d'innovation et de proposer de nouveaux instruments de financement aux entreprises en difficulté. A moyen et long terme, je crois que les banques auront un nouveau rôle à jouer dans le cadre des nouvelles stratégies africaines d'inclusion financière. L'Afrique reste un continent très vaste, très jeune et très connecté mais malheureusement très faiblement bancarisé. Les banques africaines gagneraient beaucoup à renforcer et accélérer leurs efforts de digitalisation. Le confinement imposé par la pandémie a amorcé une nouvelle ère ou la digitalisation joue un rôle important. De façon générale, la banque devrait revoir son business model.

4.3 Banque de détails : Point fort et également faible de l'Afrique du Nord

De nouveaux business models de banques africaines devraient émerger pour répondre aux défis tels que les faibles taux d'inclusion financière et de pénétration bancaire, l'utilisation massive des liquidités, la faible couverture par les bureaux de crédit et le faible maillage géographique d'agences physiques et de guichets automatiques (McKinsey, 2018).

Les systèmes bancaires de l'Afrique du Nord est l'un des plus rentable du continent africain. Cette réussite attribuée surtout aux résultats positifs réalisés par la banque de détails dont les raisons sont rattachées en particulier à la position géographique. En effet, dans un rapport qui se concentre sur les sources de grandes différences de performance entre les banques en Afrique et qui explore cinq pratiques gagnantes qui distinguent les vainqueurs des perdants, environ 65 % de la rentabilité des banques africaines (mesurée par le rendement des capitaux propres, ou ROE) et 94 % de la croissance de leurs chiffres d'affaires sont expliquées par leur implantation géographique (McKinsey, 2018).

Le développement de banques d'affaire nationales pourrait améliorer nettement l'accès des TPME au financement. Ces derniers pourraient financer des projets visant l'industrialisation et la compétitivité de l'économie dans le cadre d'une politique publique intégrée. Visant

l'export de façon générale c'est bien mais donner de l'importance au financement de projets susceptibles de renforcer le commerce et l'intégration régionale, c'est encore mieux. Cela permettrait aux pays africains de profiter du potentiel énorme offert par le continent. L'Afrique atteindrait 2,5 milliards d'habitants en 2050 majoritairement jeunes. D'où la nécessité de créer encore plus de banques d'affaires régionales de type AFREXIM Bank et BMICE. Ces dernières sont capables de créer des opportunités en collaboration avec les banques nationales pour permettre une remonter des CVR surtout en période de crise de la mondialisation et de la montée de protectionnisme au niveau international.

En Afrique du Nord, Le forte pénétration de l'internet (49%) et de l'internet mobile est un atout qu'il faut exploiter pour développer les modes de paiement mobile et des services de banque à distance. Ces derniers représentent une réelle possibilité de développement surtout en période de confinement ou la digitalisation est le seul moyen sûr de communiquer à l'intérieur (télétravail) et à l'extérieur de l'entreprise et donc de maintenir son activité.

5. CONCLUSION

Pour lutter contre l'impact économique de Covid'19, des mesures conjoncturelles de très court terme s'imposent. Il faut maintenir les entreprises artificiellement en vie pendant toute la période d'hibernation de l'économie. Mais le vrai remède à cette crise devrait être structurel. Il faut s'attaquer aux vraies causes qui ont empêché les pouvoirs publics de réagir efficacement et à temps. Une inclusion financière faible est l'une de ces facteurs. Renforcer le taux de bancarisation surtout des femmes et des jeunes en est un des remèdes préconisés pour lutter contre les effets de la covid'19 et renforcer la croissance inclusive dans la région. La banque est appelée à innover et à proposer de nouvelles solutions de financement aux entreprises victimes de la covid'19. Un changement du business model est aussi indispensable pour améliorer les taux de bancarisation en Afrique. L'émergence de nouvelle banque d'affaires nationales et régionales devraient permettre aux économies de cette région de renforcer son industrialisation et sa compétitive et de profiter pleinement des potentialités offertes par le continent africain surtout en période de crise de commerce international et de monter du protectionnisme.

Le développement du financement alternatif devrait améliorer la résilience des économies de la région à faire face aux différents chocs exogènes. La finance islamique, la microfinance et même et de façon générale les marchés financiers de la région ont connu une croissance rapide mais insuffisantes et pourraient encore être améliorés.

REFERENCES

Banque européenne d'investissement (2018). Le secteur bancaire en Afrique De l'inclusion financière à la stabilité financière, rapport octobre.

McKinsey & Co (2018). L'éveil des Lions: croissance et innovation dans la banque de détail en Afrique, Practice International Banking, février.

Saidane D., Jedlane N. & Abdourahmane O. I. (2019). le secteur bancaire et financier égyptien post-printemps arabe: les bénéfices des réformes, Revue d'économie financière, n° 136 4° trimestre.